

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne, 2015

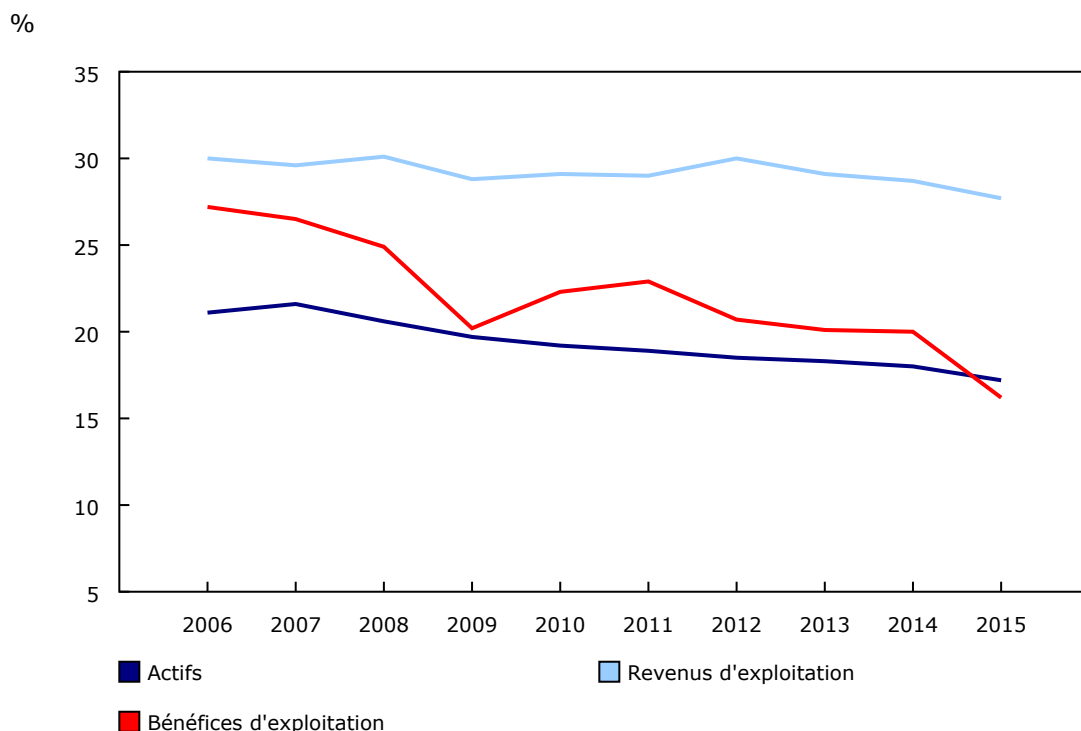
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mardi 4 juillet 2017

La valeur combinée des actifs sous contrôle canadien et étranger dans l'économie canadienne a augmenté de 6,7 % pour s'établir à 11,5 billions de dollars en 2015. Les revenus d'exploitation ont chuté de 1,0 % pour s'établir à 3,9 billions de dollars, tandis que les bénéfices d'exploitation ont diminué de 5,8 % pour s'établir à 358,6 milliards de dollars.

La part des actifs sous contrôle canadien a augmenté de 7,8 % en 2015, tandis que celle des actifs sous contrôle étranger a progressé de 2,0 %. Les revenus des entreprises sous contrôle étranger ont baissé de 4,2 % en 2015, tandis que ceux des entreprises sous contrôle canadien étaient pratiquement inchangés (+0,2 %). Les bénéfices d'exploitation sous contrôle canadien ont affiché une légère baisse (-1,4 %), tandis que les bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger ont fléchi de 23,6 % en 2015.

Graphique 1

Part sous contrôle étranger des actifs, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation



Source(s) : Tableau CANSIM 179-0004.

Variation des parts des entreprises sous contrôle étranger au cours des 10 dernières années

La part des actifs et des revenus détenue par des entreprises sous contrôle étranger est demeurée relativement stable pendant la période de 10 ans qui a pris fin en 2015. La part des actifs a varié, allant d'un creux de 17,2 % à un sommet de 21,6 %. La part des revenus s'est maintenue entre 27,7 % et 30,1 %. La part des bénéfices sous contrôle étranger a connu une fluctuation plus importante que la part des actifs et la part des revenus au cours de cette période, allant de 16,2 % à 27,2 %.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Branches d'activité non financières

Dans les branches d'activité non financières, la part des actifs sous contrôle étranger a augmenté légèrement de 2014 à 2015, passant de 25,5 % à 25,9 %. La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger a diminué légèrement, passant de 29,9 % à 29,2 %. La part des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger a également reculé, passant de 23,2 % à 18,6 %.

Le commerce de gros, la fabrication et l'extraction de pétrole et de gaz sont les industries non financières qui ont représenté la plus grande part du contrôle étranger, mesurée en proportion des actifs. La part des actifs sous contrôle étranger en 2015 était la plus élevée pour le commerce de gros (50,4 %), suivi de la fabrication (49,6 %) et de l'extraction de pétrole et de gaz (44,3 %).

Branches d'activité financières et assurances

Dans les branches d'activité financières et les assurances, les parts des actifs, des revenus et des bénéfices des entreprises sous contrôle étranger ont toutes diminué en 2015. La part des actifs sous contrôle étranger a reculé pour passer de 12,0 % à 10,5 %. La part des revenus sous contrôle étranger a diminué, passant de 17,3 % à 14,7 %. La part des bénéfices sous contrôle étranger a diminué elle aussi, passant de 12,5 % à 11,7 %. Le secteur de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts représentait la part la plus élevée des entreprises sous contrôle étranger au sein des branches d'activité des finances et des assurances. Sa part des actifs s'est établie à 48,2 %.

Les entreprises sous contrôle étranger dans les branches d'activité financières et les assurances ont perdu des parts d'actifs, de revenus et de bénéfices pendant neuf années consécutives. Aucun sous-secteur particulier n'a contribué le plus à ce changement.

Contrôle étranger par pays

Les entreprises des États-Unis, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne et du Japon détenaient 78,4 % de l'actif sous contrôle étranger au Canada en 2015. Les entreprises sous contrôle américain ont continué à détenir les parts globales les plus importantes, alors qu'elles représentaient 50,2 % de tous les actifs sous contrôle étranger, 55,7 % des revenus et 67,1 % des bénéfices.

Dans le secteur canadien de la fabrication, la plus grande part des actifs sous contrôle étranger étaient détenus par des entreprises des États-Unis (53,8 %), suivies par des entreprises de l'Union européenne (30,3 %), et finalement par tous les autres pays (15,9 %).

Dans le secteur canadien de l'extraction de pétrole et de gaz et des activités de soutien, les entreprises des États-Unis (39,0 %) et de l'Union européenne (24,3 %) ont représenté près des deux tiers des actifs sous contrôle étranger. Tous les autres pays étrangers (36,7 %) ont représenté les parts restantes.



Dans le but de souligner le 150^e anniversaire du pays, Statistique Canada propose des instantanés de notre riche histoire statistique.

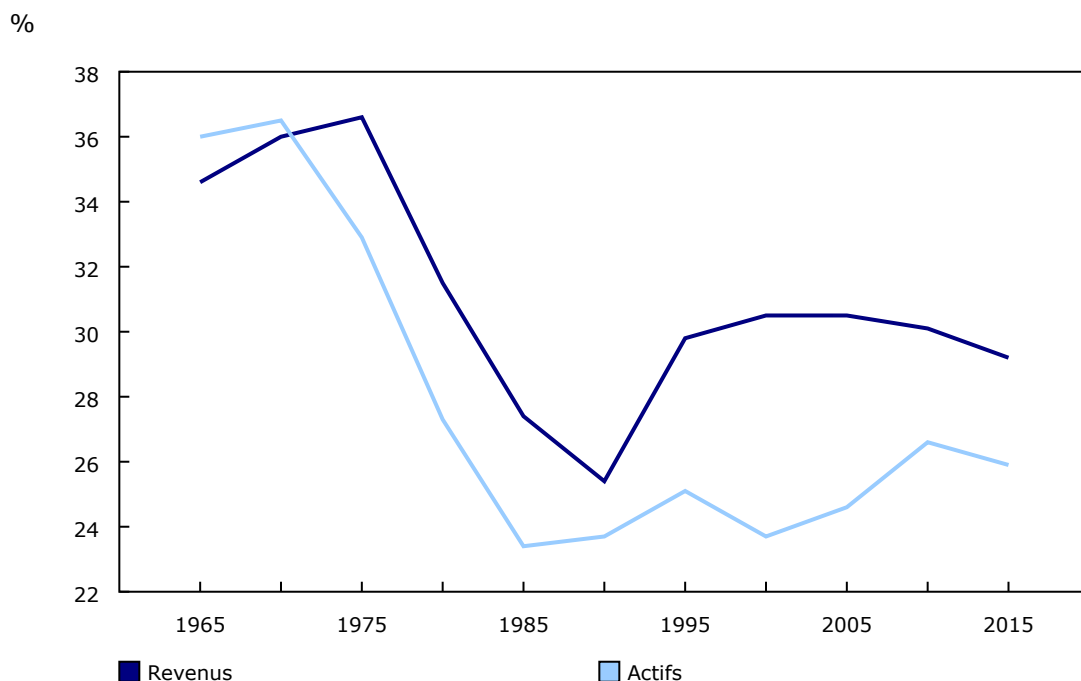
Tout au long des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, la part du contrôle étranger au Canada a diminué de manière constante. Au cours de la même période, l'Agence d'examen de l'investissement étranger a été créée. Elle avait pour objectif de

faire le suivi des investissements étrangers.

Entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 1990, la part du contrôle étranger a commencé à augmenter, alors que le contexte réglementaire a changé à la suite de la création d'Investissement Canada, dont le mandat était de faire la promotion des investissements étrangers au Canada.

Au cours des 20 dernières années, les revenus d'exploitation sous contrôle étranger sont demeurés, en grande partie, inchangés.

Graphique 2 Part des branches d'activité non financières sous contrôle étranger au Canada



Source(s) : Loi sur les déclarations des personnes morales (2503).

Note aux lecteurs

Sous l'autorité du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Statistique Canada applique la Loi sur les déclarations des personnes morales, qui requiert la collecte d'information sur la situation financière et la propriété des sociétés exerçant des activités au Canada. Cette information sert à évaluer l'étendue du contrôle de l'économie des sociétés canadiennes par des non-résidents.

En vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales, un rapport résumant l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement. Le document diffusé aujourd'hui est le rapport pour l'année de référence 2015.

Les renseignements financiers sur le contrôle étranger dans l'économie canadienne sont dérivés de données administratives provenant de l'Agence du revenu du Canada. Ces renseignements sont fondés sur les états financiers produits par les sociétés avec leur déclaration annuelle de revenu d'entreprise. Pour cette raison, il y a un délai de deux ans quant à la période de référence.

Les présentes statistiques sont compilées à partir de données sur les entreprises. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété et/ou un même contrôle, et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Trois composantes sont utilisées pour mesurer le contrôle étranger : l'actif, les revenus d'exploitation et les bénéfices d'exploitation.

Les **mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif** donnent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est généralement plus lente.

Les **mesures fondées sur les revenus**, par ailleurs, correspondent à un élément de flux et sont étroitement liées au cycle commercial. Les revenus ont tendance à refléter la situation actuelle des entreprises et, de ce fait, les mesures fondées sur les revenus sont plus instables que les mesures fondées sur l'actif.

Les **bénéfices** constituent une mesure de la santé financière et du bien-être d'une économie et peuvent être utilisés pour évaluer le rendement et la durabilité de cette dernière.

Tableau 1
Actifs, revenus d'exploitation et bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger, selon la branche d'activité

	Total sous contrôle canadien et étranger		Sous contrôle étranger	
	2014	2015	2014	2015
	millions de dollars		%	
Actifs				
Total, toutes les branches d'activité	10 805 281	11 534 534	18,0	17,2
Total des branches d'activité non financières	4 830 182	5 050 868	25,5	25,9
Fabrication	902 085	925 134	49,0	49,6
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	659 637	637 107	38,3	44,3
Reste du secteur non financier	3 268 460	3 488 627	16,4	16,3
Total des branches d'activité financières et assurances	5 975 099	6 483 667	12,0	10,5
Intermédiation financière par le biais de dépôts	3 698 579	4 066 434	5,3	5,4
Reste du secteur des finances et de l'assurance	2 276 520	2 417 233	23,0	19,0
Revenus d'exploitation				
Total, toutes les branches d'activité	3 900 884	3 859 990	28,7	27,7
Total des branches d'activité non financières	3 502 102	3 458 686	29,9	29,2
Fabrication	760 831	760 458	51,6	52,7
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	180 589	115 973	41,9	39,5
Reste du secteur non financier	2 560 682	2 582 255	22,7	21,9
Total des branches d'activité financières et assurances	398 783	401 304	17,3	14,7
Intermédiation financière par le biais de dépôts	140 802	142 202	4,9	4,7
Reste du secteur des finances et de l'assurance	257 981	259 102	24,1	20,2
Bénéfices d'exploitation				
Total, toutes les branches d'activité	380 750	358 567	20,0	16,2
Total des branches d'activité non financières	268 364	235 050	23,2	18,6
Fabrication	52 654	47 422	54,1	54,1
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	17 548	-13 881	22,0	52,6
Reste du secteur non financier	198 162	201 509	15,0	12,6
Total des branches d'activité financières et assurances	112 386	123 517	12,5	11,7
Intermédiation financière par le biais de dépôts	44 377	45 529	5,5	4,9
Reste du secteur des finances et de l'assurance	68 009	77 988	17,0	15,7

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Source(s) : Tableau CANSIM [179-0004](#).

Tableau 2

Total des actifs, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger, selon le principal pays de contrôle, toutes les branches d'activité

	Actifs		Revenus d'exploitation		Bénéfices d'exploitation	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
millions de dollars						
Total	1 949 247	1 988 664	1 117 806	1 070 525	76 171	58 202
États-Unis	973 694	997 710	624 907	596 111	44 534	39 080
Royaume-Uni	263 312	218 603	94 285	82 321	4 892	3 568
Allemagne	82 430	87 577	47 888	48 404	3 881	3 418
France	67 782	72 306	37 999	35 111	3 590	2 641
Pays-Bas	94 460	79 635	44 836	42 526	1 978	-388
Japon	90 511	102 593	73 041	77 985	3 474	3 532
Tous les autres pays étrangers	377 058	430 240	194 850	188 067	13 820	6 350
% sous contrôle étranger						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
États-Unis	50,0	50,2	55,9	55,7	58,5	67,1
Royaume-Uni	13,5	11,0	8,4	7,7	6,4	6,1
Allemagne	4,2	4,4	4,3	4,5	5,1	5,9
France	3,5	3,6	3,4	3,3	4,7	4,5
Pays-Bas	4,8	4,0	4,0	4,0	2,6	-0,7
Japon	4,6	5,2	6,5	7,3	4,6	6,1
Tous les autres pays étrangers	19,3	21,6	17,4	17,6	18,1	10,9

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Source(s) : Tableau CANSIM [179-0004](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [179-0004](#) et [179-0005](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2503](#).

Le rapport *Loi sur les déclarations des personnes morales*, 2015 ([61-220-X](#)), est maintenant accessible en ligne.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).